



Avec le soutien du

PARTI OUVRIER
 INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE

LYON 100% SOCIAL

LISTE OUVRIÈRE D'UNITÉ

conduite par **Michaël JOUTEUX**

AVEC 27 TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS ET JEUNES

Communiqué n°3 - Avril 2020

À peine venait-il de se tenir, le premier tour des élections municipales était pratiquement oublié. Et pour cause : l'épidémie de coronavirus s'étendait déjà massivement, causant ses ravages et devenant légitimement la première préoccupation de tous.

La veille le premier ministre décrétait la fermeture des bars et restaurants. Dès le lendemain de ces élections, le même président de la V^e République, qui quatre jours avant avait « pris sa décision » de les maintenir malgré les alertes, le même Macron était amené à décider du confinement général de la population.

Ce gouvernement, comme ses prédécesseurs, n'a pas cessé par ses mesures de faire passer les intérêts des banques et des capitalistes avant ceux de la population : il porte une lourde responsabilité dans la situation.

Les soignants - ceux aujourd'hui érigés en héros mais qui depuis plus d'un an étaient en grève et manifestaient pour obtenir des moyens sans être entendus - ne manquent pas de le souligner : les pénuries de lits et de personnels, de masques, de tests... sont le produit de l'austérité budgétaire et de l'abandon de toute politique de santé publique digne de ce nom.

LES 300 MILLIARDS D'EUROS NE DOIVENT PAS ALLER AUX BANQUES, MAIS AUX MESURES D'URGENCE POUR SAUVER LES TRAVAILLEURS ET LA POPULATION

Là est l'urgence de l'heure. Même si, tôt ou tard, nous aurons l'occasion de revenir sur les résultats du premier tour des élections municipales, en particulier sur le désaveu infligé à Lyon au maire sortant Gérard Collomb et aux partisans de Macron.

Pour notre part, nous tenons à remercier les 65 électeurs qui voté pour notre liste, bien souvent dans les bureaux de vote des quartiers du 9^e arrondissement où notre campagne avait été la plus active.

Dans notre profession de foi, nous présentions **LYON 100% SOCIAL** comme « **une liste de combat pour en finir avec la politique du gouvernement Macron-Philippe et de tous ceux qui – issus ou non de la municipalité sortante de Gérard Collomb – veulent continuer de la relayer dans notre ville de Lyon.**

À cette politique qui attaque toutes les conquêtes sociales arrachées par les précédentes générations et qui privatise les services publics, appliquant avec zèle les exigences des capitalistes et de l'Union européenne, nous opposons le **combat pour les revendications ouvrières.** »

Résultat : la liste des victimes s'allonge de jour en jour, les travailleurs de nombreux secteurs - santé, commerce alimentaire, transport logistique, plusieurs industries et services publics... - sont en première ligne sans armes face à l'épidémie ; pour beaucoup d'autres se dresse le spectre du chômage.

Pendant ce temps, loin des déclarations de façade, le gouvernement n'hésite pas à profiter de la crise pour donner des centaines de milliards d'euros aux banques... tout en réservant des miettes (1%, voir au verso) aux mesures d'urgence pour protéger la population.

Il s'agit pour lui - comme pour ceux qui ont unanimement voté à l'Assemblée la loi de finances du 19 mars - de sauver un système financier dont la faillite, annoncée bien avant, a fort peu à voir avec le coronavirus !

C'est pourquoi nous faisons nôtre l'appel (au verso) lancé à l'initiative du journal *La Tribune des travailleurs* pour exiger l'abrogation immédiate de la loi du 19 mars 2020 et la **restitution des 300 milliards d'euros attribués aux banques, pour qu'ils « soient immédiatement affectés à un plan de sauvegarde des travailleurs et de la population laborieuse ».**

À nos 65 électeurs et au-delà, à celles et ceux qui ne sont pas allés voter par crainte du virus ou par rejet du système en place ou qui ont porté ailleurs leur suffrage, à celles et ceux qui étaient privés du droit de vote du fait de leur nationalité... nous disons : **ce combat se poursuit.**

Par une **lettre ouverte**, nous allons interpeler les élus lyonnais d'aujourd'hui comme ceux qui veulent l'être demain :

« Il est urgent de réquisitionner les milliards donnés aux banques pour protéger ceux qui sont exposés à l'épidémie, geler les loyers et factures et garantir non pas les profits, mais les revenus et emplois de la population ! Nous avons besoin de plus de logements sociaux, de décider qu'il n'y aura aucune expulsion ou destruction, mais la construction des logements nécessaires ! Nous avons besoin de places dans nos crèches et nos écoles publiques pour ouvrir un avenir à la jeune génération, comme dans nos hôpitaux publics pour soigner nos anciens et tous les âges !

Pour cela les fonds publics doivent aller aux services publics et à la population, pas à la défense des banques et d'intérêts privés. **Prononcez-vous en ce sens !** »

REJOIGNEZ LES TRAVAILLEURS ET JEUNES RASSEMBLÉS AUTOUR DE LA LISTE LYON 100% SOCIAL ENSEMBLE MENONS L'ENQUÊTE, COLLECTONS LES REVENDICATIONS ET FAISONS-LES ENTENDRE !

Hebdomadaire du
Parti ouvrier indépendant
démocratique

Pour le socialisme,
la République et la démocratie

LA TRIBUNE DES TRAVAILLEURS

Pour l'Internationale
ouvrière

N°232
Mercredi 25 mars 2020
1,50 euro - (soutien : 2 euros)

Tribune libre de la lutte des classes

Extrait de la page 7 du n°232
de *La Tribune des travailleurs*

« En rapport avec l'épidémie de coronavirus, le gouvernement a déposé deux projets de loi. Le projet de loi de finances rectificative pour 2020 a été adopté à l'unanimité par les députés le 19 mars, puis par les sénateurs le 20 mars.

Le 22 mars, les députés ont adopté définitivement le projet de loi sur les mesures d'urgence liées à la crise du coronavirus. »

La pétition ci-dessous
peut être signée
en ligne sur
latribunedesttravailleurs.fr

19 mars L'Assemblée nationale unanime octroie 343 milliards d'euros aux patrons

LE GOUVERNEMENT a fait voter le projet de loi de finances rectificative pour 2020 les 19 et 20 mars. Le ministre de l'Industrie a expliqué que les mesures prises sont provisoires car la situation « pourra se détériorer en fonction de l'évolution de la situation sanitaire en Europe, de la durée nécessaire des mesures de confinement, et de la situation aux États-Unis, première économie de la planète et l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Union européenne. Nous sommes entrés dans une guerre économique et financière. Elle sera longue ; elle aura un coût. (...) Ce coût, nous ne pouvons pas l'estimer précisément au moment où je vous parle ».

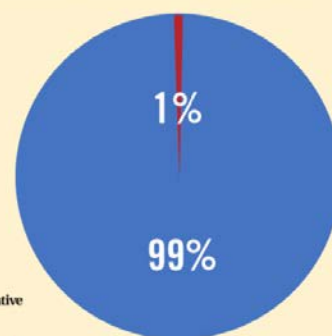
Voici donc les premières mesures :

- 300 milliards d'euros : c'est le montant de « la garantie de l'État sur les prêts octroyés aux entreprises par les banques »*.
- 43 milliards d'euros, c'est le montant :
 - des crédits d'urgence pour financer l'activité partielle : 5,5 milliards viennent de l'État et 2,7 milliards de l'Unédic, c'est-à-dire des cotisations chômage des travailleurs et des employeurs quand ils n'en sont pas exonérés ;
 - du fonds d'indemnisation pour les très petites entreprises pour 1 milliard d'euros ;
 - du financement du report des charges fiscales et sociales pour le mois de mars pour toutes les entreprises qui le souhaitent pour 35 milliards.
- 2 milliards d'euros, c'est le montant de la « provision pour accompagner les soignants à l'hôpital et fournir du matériel, comme les masques » et pour « financer le recours accru aux indemnités journalières des salariés ».

.....
Nicole Florence

* Les nombres et citations sont ceux de la loi votée.

343 milliards d'euros aux entreprises,
2 milliards d'euros
pour la santé et les personnels



Le vote de la loi de finances rectificative pour 2020

Les 572 députés votent pour à l'unanimité le 19 mars 2020.

Les 327 sénateurs votent pour à l'unanimité le 20 mars 2020.

● 343 milliards d'euros de soutien aux entreprises
● 2 milliards d'aides aux personnels soignants pour les masques et les indemnités journalières

L'Assemblée nationale vient de décider de donner 300 milliards aux banques Que cette somme soit immédiatement réaffectée à la protection de la population !

Un seul impératif devrait guider toutes les mesures à prendre : assurer la protection des travailleurs, de leurs familles, de la population du pays.

Or l'Assemblée nationale unanime vient de voter une loi qui consacre 2 milliards au financement des hôpitaux et... 343 milliards « d'aide aux entreprises ». Sur ces 343 milliards, 300 iront aux banques*.

Cette loi dite de finances rectificative a été votée le 19 mars, en pleine crise de l'épidémie. Inacceptable. Ce ne sont pas les banques qui doivent être défendues, protégées et sauvées, mais la population !

Nous exigeons :
Abrogation immédiate de la loi du 19 mars 2020 !
Restitution des 300 milliards d'euros attribués aux banques !

Nous exigeons que ces 300 milliards soient immédiatement affectés à un plan de sauvegarde des travailleurs et de la population laborieuse pour :

- la réouverture immédiate des 17 000 lits de réanimation fermés, les équipements pour tous les personnels hospitaliers et médecins en masques, surblouses de protection, tests de dépistage ;
- l'organisation gratuite du dépistage de toute la population ;
- la réquisition d'usines permettant d'assurer sans délai la production massive de dizaines de millions de masques FFP2 ;
- la distribution gratuite de masques à toute la population ;
- la réquisition d'usines pour la production de tous les matériaux nécessaires pour les hôpitaux (bouteilles d'oxygène, lits, tests de dépistage, blouses...) ;
- la garantie du maintien du salaire pour tous les salariés, des revenus et allocations pour tous ;
- la suspension immédiate des paiements de toutes les factures de gaz et d'électricité,
- la réquisition immédiate de tous les bâtiments disponibles pour tous ceux qui n'ont pas de logement ;
- l'approvisionnement en denrées de base gratuites pour toutes les personnes en difficulté.

Travailleurs, mères de famille, jeunes, retraités, chômeurs, travailleurs précaires, citoyens confrontés à l'épidémie, nous affirmons : ces mesures sont l'urgence. Elles ne peuvent attendre.

Je m'associe publiquement à cet appel :

Nom	Prénom	Mail	Qualité

(Appel lancé le 25 mars 2020 à l'initiative du journal La Tribune des travailleurs, qui, avec le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID), se prononce pour en finir avec le gouvernement Macron, pour la liquidation de la Ve République, pour un gouvernement des travailleurs et de la démocratie.)

* Sur les 343 milliards débloqués par la loi de finances rectificative du 19 mars, 300 milliards sont constitués par « la garantie de l'État sur les prêts octroyés aux entreprises par les banques ».

Pour tout contact : La Tribune des travailleurs, 67, avenue Faidherbe, 93100 Montreuil. Mail : redaction@latribunedesttravailleurs.fr